

Les Femmes congolaises pour la paix (FPC) sont en lobbying depuis plusieurs semaines auprès des représentations diplomatiques des pays amis et partenaires du peuple congolais en vue de les sensibiliser à leur combat contre la balkanisation de la RDC.

«Au vu de l'implication des grandes puissances, de certains pays voisins et de certains Congolais dans la situation qui sévit dans l'Est de la RDC, en vue de sa balkanisation pour mieux l'exploiter», elles se sont engagées à «se battre jusqu'à la dernière énergie pour que ce projet maléfique contre la patrie ne se réalise pas».

«Nous proposons la levée de l'embargo d'armes imposé à la République démocratique du Congo suite aux agressions répétées dont est victime notre pays. Que les Etats-Unis poussent les autorités rwandaises à organiser un dialogue inter rwandais (FDLR, Interhamwes, etc.) comme il a été fait avec la RDC», suggèrent-elles aux Etats-Unis dans une correspondance adressée à l'ambassadeur du «gendarme du monde» à Kinshasa.

Au responsable du département «Paix et Stabilité» de l'ambassade américaine, Suzanne Sha Truchard qui l'a reçue le 13 juin, la délégation des FPC conduite par la présidente Georgine Lutay Kanza a sollicité «le concours de Monsieur l'Ambassadeur pour que les Femmes congolaises pour la paix puissent aller aux Nations unies plaider pour la prolongation du mandat et la redéfinition de la mission de la Monusco compte tenu des aspirations de la population congolaise».

Le 15 juin, la délégation des FPC a été reçue par l'ambassadeur de la Suède, Mme Mette Sunnergren qui a rappelé les excellentes relations de coopération qui existent entre son pays et la RDC, particulièrement dans les provinces de l'Est. «Que la Suède en partenariat avec ses pairs de l'Union européenne fasse pression sur la France pour le rapatriement des Interahamwe au Rwanda. Car, leur entrée en territoire congolais (Zaïre) a été facilitée lors de l'opération Turquoise au mépris de la loi sur l'immigration», ont plaidé les FPC.

L'UA pour la formation d'armée congolaise «forte»

Au représentant de l'Union africaine (UA) en RDC, Emmanuel Mendoume Nze, les FPC ont écrit que, «dans le cadre de la coopération militaire (s'il n'en existe pas, si possible l'instaurer), que l'Union africaine aide la République démocratique du Congo à former une armée forte, disciplinée, républicaine et bien équipée devant assurer la sécurité effective des biens, des personnes et de tout le territoire car sans armée dissuasive, il n'y aura jamais de paix».

«Comme l'Union africaine ne déploie pas ses troupes en République démocratique du Congo, qu'elle soutienne le redéploiement de la brigade de la Monusco dans les deux Kivu (nord et sud), le long des frontières entre le Rwanda, l'Ouganda et la République démocratique du Congo», ont-elles proposé. «Nous nous sommes senties chez nous à la maison, pendant les deux heures d'entretien», a commenté Mme Georgine Lutay Kanza à l'issue de l'entretien du 20 juin.

Par Angelo Mobateli